REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIM

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET Nº 81-225 dù 30 Juillet 1981

portant création du Comité Technique chargé de la restructuration de la SONAGRI, de la SONIAH, de la SOBEPALH, du FAS, de la SONACEB et des CARDER.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin ;
- VU le décret Nº 80-39 du 12 février 1980 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent;
- VU le décret N° 80-187 du 8 Juillet 1980 portant création de la Commission Nationale chargée de faire le point de la gestion de toutes les Unités de Production Nationales et Provinciales;
- VU le décret N° 80-335 du 17 Novembre 1980 portant création de la Commission Spéciale chargée d'entendre la Commission Nationale des Bilans de Gestion de toutes les Unités de Production Nationales et Provinciales.

DECRETE

Article 1er. - Il est créé un Comité Technique chargé de la restructuration des Entreprises ci-après :

- Société Nationale pour la Production Agricole (SONAGRI)
- Scciété Nationale d'Irrigation et d'Aménagement Hydro-Agricole (SONIAH)
- Société Béninoise de Palmier à Huile (SOBEPALH)
- Fonds Autonome de Soutien et de Stabilisation des Prix des Produits Agricoles (FAS)
- Société Nationale de Commercialisation et d'Exportation du Bénin (SONACEB)
- Centres d'Action Régionale pour le Développement : Rural (CARDER).

Article 2. La composition du Comité est la suivante :

Président: Le Ministre du Développement Rural et de l'Action Coopérative

<u>Vice-Président</u>: Le Directeur des Etudes et de la Planification du Ministère du Développement Rural et de l'Action Coopé rative.

Membres :-Le Ministre des Fermes d'Etat, de l'Elevage et de la Pêche ou son représentant \$

- Le Ministre des Finances ou son représentant ?
- Le Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique ou son représentant :
- Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales
- ou son représentant ;

 Le Ministre de la Justice Populaire ou son représentant ;
- Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ou son représentant ;
- Le Ministre du Commerce ou son représentant et
- Le Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie ou son représentant.

Article 3.- Le Comité a pour mission de recenser au 30 Juin 1981

- les activités effectives des Entreprises visées à l'article ler
- l'effectif de leur personnel
- leurs engagements internationaux
- leurs engagements envers le système bancaire national
- le montant de leur capital social .
- leurs créanciers et leurs débiteurs
- leurs biens mobiliers et immobiliers

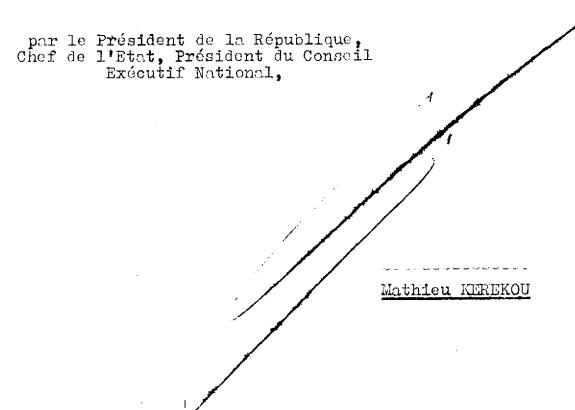
et d'exécuter toutes autres tâches qui pourraient lui être confiées dans le cadre de la restructuration de ces Entreprises.

Article 4.- Le Président du Comité est autorisé à faire appêl ou à requérir toute personne dont la contribution ou la compétence peut aider à l'accomplissement de sa mission.

Article 5.- En vue de l'exécution correcte des présentes instructions, le Président du Comité devra se mettre en rapport avec le Ministre de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques, Président de la Commissation des Bilans et le Ministre des Finances pour les moyens matériels nécessaires et utiles à mettre à la disposition du Comité. Article 6.- Le Comité qui travaillers sans désemparer, devra déposer ses conclusions au Chef de l'Etat au plus tard le 15 Août 1981.

Article 7.- Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sere.-

Fait à COTONOU, le 30 Juillet 1981



Ampliations: PR/6 CS 2 CC du PRPB 2 ANR 2 SGG 4 MF-MPSAE 2 MIEPSEP 1 Président, Vice-Président et Membres 10 MJP 1.-